



Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

Rapport de synthèse

30 septembre 2017

Introduction

À l'automne 2015, la Direction de la recherche stratégique d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AADNC) et le Réseau canadien des Centres de données de recherche (RCCDR) ont convenu d'un partenariat afin de soutenir le développement de recherches qui seraient pertinentes sur le plan des politiques publiques à l'aide des données du cycle 2012 de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA). Depuis 1991, l'EAPA est l'une des principales sources disponibles pour documenter la situation des peuples autochtones au Canada et pour fournir les données probantes nécessaires à l'adoption de politiques et la mise en place de programmes qui amélioreront leur qualité de vie (voir l'encadré).

Grâce à ce partenariat, plusieurs études visant à mieux comprendre diverses questions liées à l'éducation, à l'emploi, à la santé et au bien-être des Autochtones ont été réalisées par des chercheurs du RCCDR. D'une durée de deux ans, ce partenariat s'est conclu par la tenue d'un atelier de travail sur la recherche et les politiques autochtones, à Ottawa, le 26 mai 2017. Cette initiative s'inscrit parfaitement dans le plan stratégique du RCCDR 2016-2021 dont l'un des objectifs est d'optimiser la pertinence des recherches au regard des politiques publiques dans les domaines économique, social et de la santé.

Statistique Canada a été l'hôte de cet atelier auquel ont participé une soixantaine de personnes provenant du milieu universitaire, de divers ministères, d'organisations autochtones, de Statistiques Canada et d'organismes intéressés par le sujet. L'atelier leur offrait une occasion exceptionnelle d'interagir directement avec des chercheurs hautement qualifiés, de prendre connaissance de récents résultats de recherche touchant les peuples autochtones et de discuter de leurs implications au regard des politiques publiques. Les participants ont aussi pu échanger sur l'état actuel des sources de données disponibles en ce qui concerne les peuples autochtones et explorer des stratégies en

L'Enquête auprès des peuples autochtones

Administrée par Statistique Canada, cette enquête recueille des données sur les conditions et le mode de vie des Autochtones au Canada (Premières Nations vivant hors réserve, Métis et Inuit de six ans et plus). Elle vise à déterminer les besoins des peuples autochtones sur des questions comme l'éducation, l'emploi, la santé, la langue, le revenu, le logement et la mobilité. Elle a été menée en 1991 pour la première fois, puis en 2001, en 2006 et en 2012. Le prochain cycle (2017) est actuellement en cours de réalisation.

Source : Statistique Canada

matière de données et de recherche qui permettraient de mieux comprendre les déterminants de la santé et du bien-être socioéconomique des Autochtones. Sous forme de questions, l'encadré ci-dessous présente les objectifs de la journée qui ont servi à encadrer les discussions.

Le présent rapport résume les présentations qui ont été faites au cours de l'atelier et les discussions auxquelles elles ont donné lieu, en mettant l'accent sur les thèmes abordés de manière récurrente au cours de la journée, en lien avec les objectifs de l'atelier.

Questions pour fins de discussion

- Que nous apprennent ces projets de recherche et comment peuvent-ils alimenter les politiques et les programmes qui s'adressent aux Peuples autochtones ?
- Dans quelle mesure les ensembles de données actuellement disponibles dans les CDR nous permettent-ils de répondre aux priorités et aux questions de politiques les plus pressantes pour les Autochtones ?
- De quels autres ensembles de données et de quelles recherches additionnelles avons-nous besoin pour mieux comprendre les déterminants de la santé et du bien-être socioéconomique des Peuples autochtones, et pour contribuer à définir des politiques et des programmes qui amélioreront leur situation ?

Résumé des présentations et des discussions

L'ordre du jour de l'atelier comportait deux séances principales qui débutaient par de brèves présentations faites par huit chercheurs du RCCDR ; trois portaient sur l'emploi et l'éducation et formaient la première séance, et les cinq autres, en deuxième séance, traitaient de questions liées à la santé et au bien-être. Toutefois, les deux séances étaient intimement reliées, puisque le niveau d'éducation, le statut d'emploi et l'état de santé s'influencent mutuellement à plusieurs égards

Les présentations, ainsi que les discussions auxquelles elles ont donné lieu en plénière, ont mis en lumière de manière répétée la situation désavantageuse sur le plan socioéconomique et de la santé dans laquelle vivent les enfants, les femmes et les hommes des communautés autochtones du Canada. Plusieurs participants ont attiré l'attention sur le lourd héritage historique des peuples autochtones – dont les pensionnats autochtones sont l'un des éléments les plus importants –, qui a encore aujourd'hui des conséquences majeures sur leur santé. Les Autochtones continuent d'être plus susceptibles de rapporter un mauvais état de santé que les Non-Autochtones, et certaines des inégalités en matière de santé entre les deux populations ne se réduisent que très lentement, voire pas du tout, même si elles sont moins prononcées quand on ne considère que les Autochtones qui vivent hors-réserves.

Mieux comprendre les façons dont les pensionnats autochtones ont influencé la santé et les comportements en matière de santé de ceux qui les ont fréquentés et de leurs enfants était un objectif de certaines études présentées. Les chercheurs ont ainsi pu montrer le lien entre la fréquentation d'un pensionnat autochtone et un mauvais état de santé physique et mentale chez les Autochtones vivant en ville ; de plus, l'effet à long terme de ces pensionnats a été confirmé par le fait que ceux-ci ont marqué défavorablement non seulement les Autochtones qui ont été forcés de les fréquenter, mais aussi la génération qui les a suivis. À cela s'ajoute toutefois une

note d'espoir : des analyses ont montré que les effets des pensionnats sont parfois tempérés par des facteurs comme l'implication des parents dans la vie de leurs enfants ainsi que par la participation de ces derniers à des activités physiques et sportives.

Les questions relatives à l'éducation ont également suscité beaucoup d'intérêt. Si le niveau de scolarité des Autochtones s'est élevé au cours des deux dernières décennies, il reste encore significativement inférieur à celui des Non-Autochtones. Ces inégalités persistantes sont attribuables à différents facteurs; le statut socioéconomique, le financement inadéquat des écoles autochtones et des programmes éducatifs qui ne sont pas adaptés sur le plan culturel ont notamment été mentionnés.

Comme c'est le cas pour l'ensemble de la population, l'état de santé et le niveau de scolarité des Autochtones influencent les occasions d'emploi ainsi que la participation au marché du travail, et, par conséquent, les revenus. On a ainsi observé qu'une meilleure santé auto-rapportée était associée avec le fait d'occuper un emploi. On a également rapporté que les femmes autochtones qui détenaient un baccalauréat étaient plus susceptibles d'occuper un emploi. Globalement, toutefois, les Autochtones sont moins susceptibles d'occuper un emploi que les autres Canadiens : en 2012, 60 p.100 des Autochtones vivant hors réserves travaillaient, alors que ce pourcentage atteignait 72 p.100 chez les Non-Autochtones. De plus, il existe encore un écart de revenus important par rapport aux Non-Autochtones. Bien que les Autochtones détenant un baccalauréat et occupant un emploi à temps plein gagnent environ deux fois plus que les Autochtones n'ayant pas fait d'études postsecondaires, ils gagnent toujours moins que les Non-Autochtones ayant le même niveau de scolarité. On a aussi observé une certaine ségrégation au niveau des emplois occupés et de la situation dans la hiérarchie au travail. Ainsi, parmi les Autochtones ayant un emploi, environ un quart travaillent dans le secteur des ventes et des services, et ils sont surreprésentés dans les emplois précaires.

Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

Pour ce qui est de la santé mentale, on sait que le taux de comportements suicidaires chez les Autochtones est disproportionnellement élevé par rapport à celui des Non-Autochtones. Mais sur une note plus positive, on a aussi rappelé que les deux tiers des répondants ayant participé à l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2012 avaient rapporté avoir une bonne santé mentale (celle-ci étant définie comme l'absence de maladie mentale durant l'année précédente et la présence d'une santé mentale florissante). De même, on a aussi noté que les trois quarts des répondants autochtones ayant déjà eu des idées ou des comportements suicidaires affirmaient ne pas en avoir eus au cours l'année précédant l'enquête. À cet égard, on a observé un degré de rétablissement plus élevé parmi les répondants qui parlent une langue autochtone, qui n'ont jamais vécu dans une réserve ou dans une communauté inuite, qui sont des femmes, qui ont un confident, ou qui participent à des activités culturelles traditionnelles.

Suivant la présentation de ces résultats, et c'est sans doute un des points forts de l'atelier, on a souligné l'importance de recueillir et de documenter de tels exemples de résilience : il faut apprendre et tirer des leçons du parcours des Autochtones qui ont une vie satisfaisante, en dépit des difficultés considérables qu'ils ont dû surmonter. La nécessité de réorienter la recherche pour qu'elle s'attarde aussi sur les forces et les acquis des Autochtones, et pas seulement sur les écarts à combler et les problèmes à régler, a fait consensus.

Dans ce contexte, la culture en tant que facteur de protection pour la santé des personnes a soulevé d'intéressantes discussions. En effet, alors que des études ont déjà suggéré que l'identité et la continuité culturelles sont positivement associées à divers éléments relatifs à la santé, les conclusions de l'EAPA à cet égard sont plutôt mitigées, ce qui a soulevé des questions sur la validité des variables culturelles utilisées durant l'enquête. Des participants ont noté que ces résultats pouvaient aussi traduire un problème de

nature chronologique, notant que les effets favorables de la culture sur la santé étaient possiblement masqués par le fait que les personnes souffrantes reprenaient contact avec leur culture *après* être devenues malades ; pour vérifier cette hypothèse, on a noté qu'il faudrait disposer de données longitudinales. S'il est nécessaire de réaliser plus de recherche sur le rôle de la culture, ce genre de résultats montrent qu'il faut être prudent dans l'interprétation des données.

À maintes reprises, on a aussi signalé qu'il importait de se pencher et de tirer des leçons des expériences naturelles en milieu scolaire qui ont été couronné de succès. On a ainsi souligné que les dirigeants des établissements d'enseignement sont bien enracinés dans leur communauté et sont de plus en plus intéressés à déterminer quels sont les façons de faire et les programmes qui sont les plus efficaces et les plus susceptibles de favoriser la réussite de leurs élèves et de leurs étudiants. On a donc encouragé les chercheurs à travailler avec les écoles, les collèges et les universités pour mieux connaître la réalité des diverses communautés et pour concevoir des expériences ou des projets pilotes qui permettraient, par exemple, de valider de nouvelles approches menant à la réussite scolaire.

Résumé de la présentation du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

Outre les deux séances principales, l'atelier comportait une présentation spéciale par le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN).

Fondé en 2010 par un mandat spécial des chefs de l'Assemblée des Premières Nations, le CGIPN est la principale source d'information sur les membres des peuples autochtones qui vivent *dans des réserves* et dans des communautés du Nord. Le Centre constitue donc un ajout important à la capacité de recherche sur les questions autochtone au Canada. Sa mission est de mener l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN) et l'Enquête régionale sur la petite

Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

enfance, l'éducation et l'emploi chez les Premières Nations (ERPEEEN). Le CGPIN a adopté quatre principes fondamentaux (*propriété, contrôle, accès et possession, ou PCAP*) qui encadrent la façon dont les données sur les peuples autochtones doivent être recueillies, protégées, utilisées ou partagées, et la façon de mener des recherches avec eux.

Les participants ont écouté la présentation du CGPIN avec intérêt et enthousiasme pour deux grandes raisons. Les enquêtes que le Centre administre dans les réserves offrent énormément de possibilités aux chercheurs – que ce soit pour mener des recherches pour le compte du CGPIN ou en collaboration avec celui-ci. De plus, les données tirées de ces enquêtes servent à soutenir les programmes créés pour les communautés autochtones à travers tout le pays, dont le Programme d'aide préscolaire, l'Initiative en santé buccodentaire des enfants et l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones.

La présentation du CGPIN a aussi permis aux participants de réfléchir au rôle des Autochtones dans les études menées par des chercheurs non-autochtones. Tout au cours de l'atelier, on a répété que les questions que les chercheurs choisissent de poser et la façon de les formuler influencent la valeur de cette recherche et celle des politiques publiques qui en découlent. Quand ils recueillent des données sur les Autochtones, mènent une recherche ou souhaitent mettre en place des mesures liées aux Autochtones, les chercheurs non-autochtones utilisent souvent, possiblement inconsciemment, des modèles et des concepts colonialistes, ce qui peut entraîner des biais et avoir des effets négatifs sur l'interprétation et l'application de leurs résultats.

Cette discussion a permis de faire émerger un solide consensus sur l'importance de s'engager, comme chercheur, à la fois intellectuellement et sur le plan humain, à adopter la règle « Rien pour nous sans nous ». Trois grandes propositions ont émergé de cette discussion. Premièrement, on a suggéré de mettre en place de programmes de formation à la sensibilité

culturelle dans les universités afin d'aider les chercheurs à intégrer l'histoire et les expériences des Autochtones (ce qu'une personne a appelé « *Indigenous Social Theory* », ou « théorie sociale autochtone ») dans leurs approches conceptuelles, théoriques et méthodologiques. Deuxièmement, on a reconnu que les Autochtones devraient être directement impliqués dès le départ dans tout projet de recherche qui les concerne (tel que le suggèrent les principes PCAP adoptés par le CGPIN) pour permettre aux chercheurs de bien comprendre la réalité des personnes auxquelles ils s'intéressent et pour s'assurer que les questions qu'ils posent et les orientations qu'ils préconisent soient pertinents aux yeux des Autochtones. Enfin, on a noté que les recherches quantitatives devraient autant que possible être combinées avec une démarche qualitative ; pour certains participants, la recherche quantitative n'était avant tout qu'un tremplin pour raconter l'histoire derrière les chiffres.

Plusieurs présentations données au cours de l'atelier reflétaient d'ailleurs cet engagement, parce qu'elles rendaient compte de recherches menées en collaboration avec une communauté autochtone ou réalisées par des chercheurs autochtones. Une des études présentées s'est avérée particulièrement instructive en ce qui concerne l'importance d'intégrer les connaissances et la perspective des Autochtones dans l'interprétation des résultats de recherche. Contrairement aux conclusions d'études menées chez des jeunes femmes d'origine européenne, cette étude n'a trouvé aucun lien entre la grossesse chez les adolescentes autochtones et leur santé mentale à long terme ; surprenant au premier abord, ce résultat devenait plus compréhensible sachant que les grossesses précoces sont la norme historiquement chez les Autochtones, et que, par conséquent, cela n'entraînait pas le genre de stigmatisation que les adolescentes Non-Autochtones doivent affronter.

Plusieurs exemples donnés au cours de l'atelier ont montré que l'implication des Autochtones dans les projets de recherche qui les concernent est en fait une

Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

idée qui est en voie d'être institutionnalisée grâce à des politiques et à des règles claires, ce qui modifiera la façon de réaliser et de financer des recherches touchant les Autochtones au Canada. Par exemple, le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), en collaboration avec des chercheurs autochtones, a modifié sa définition de la « recherche autochtone » et revu les critères utilisés pour évaluer les projets de recherche qui lui sont soumis, la participation d'Autochtones étant maintenant obligatoire ; le CRSH est ainsi devenu le premier organisme subventionnaire du monde à adopter de telles mesures. Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) se sont pour leur part engagés à augmenter le financement d'études réalisées sur la santé des Autochtones à 4,6 pour cent de leur budget total de recherche (un financement qui atteindra ainsi 46 millions de dollars) et à soutenir les chercheurs autochtones. Ces changements joueront un rôle clé pour aider à définir des questions de recherche et à recueillir des données pertinentes ainsi qu'à les analyser de façon adéquate et respectueuse des différentes communautés autochtones.

Besoins et stratégies en matière de données

L'un des objectifs de l'atelier était d'établir quels étaient les besoins en données et en recherches pour mieux comprendre les déterminants de la santé et du bien-être socioéconomique des Autochtones. Sur ce plan, plusieurs défis et manques à combler ont été identifiés par les participants.

L'une des plus importantes lacunes concerne l'absence d'indicateurs provinciaux et interprovinciaux en matière d'éducation – et donc un manque de données de qualité sur la scolarité des Autochtones à partir de la 12^e année scolaire. Le Canada traîne d'ailleurs derrière les États-Unis à cet égard, la Colombie-Britannique étant la seule province à utiliser un identifiant autochtone dans ses tests d'habileté en lecture, en écriture et en mathématiques au niveau des districts scolaires. En ce sens, la décision du Conseil des ministres de l'Éducation

(Canada) de favoriser l'utilisation d'un identifiant autochtone au cours du prochain cycle du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) mérite d'être saluée ; cela permettra de fournir les premières données interprovinciales sur la performance scolaire des Autochtones (même si, actuellement, sept provinces seulement ont accepté de participer à ce projet).

Plus généralement, c'est le manque de données portant sur tous les aspects de la vie des jeunes Autochtones de moins de 15 ans qui pose problème. Comme plusieurs l'ont dit, la petite enfance est une période qui a une influence déterminante sur le parcours de vie, et il importe donc d'agir en milieu scolaire le plus tôt possible pour favoriser la réussite. C'est pourquoi l'on a recommandé que les enfants de moins de 5 ans, qui sont actuellement exclus de l'EAPA, soient inclus dans les cycles à venir de cette enquête.

La taille insuffisante des échantillons est un autre problème qui a été soulevé. Dans le cas de l'EAPA, la taille des échantillons pose des difficultés pour étudier des sous-groupes, les Inuits par exemple. Mais la petitesse de l'échantillon des répondants autochtones est en fait problématique dans plusieurs enquêtes nationales, de sorte que ces données ne sont pas utilisées. Les participants recommandaient le sur-échantillonnage de manière à permettre la comparaison avec les Non-Autochtones.

La liste de nouvelles données que les participants désiraient recueillir s'est avérée assez longue. Les aspirations et les objectifs de vie des Autochtones, les perceptions de discrimination, la façon dont les mères autochtones vivent leur grossesse et la naissance de leurs enfants ont notamment été mentionnés. On souhaitait également la création d'une échelle permettant d'évaluer la santé mentale. On a enfin suggéré que l'EAPA soit réalisée de façon longitudinale.

Tout en souhaitant plus de données, les participants ont néanmoins souligné que diverses contraintes devaient être prises en considération (budget disponible, fardeau du répondant) et qu'il fallait donc choisir de manière

Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

stratégique les données à recueillir. Les participants ont également souligné que ce qui est potentiellement connaissable est actuellement en train de changer rapidement vu l'accès grandissant aux données administratives et la possibilité de lier entre elles différentes sources de données.

Dans ce contexte, on a notamment proposé de créer des communautés de pratique qui permettraient de mieux comprendre, utiliser, choisir et combiner les données qui sont *déjà* disponibles, y compris les données administratives. De façon complémentaire, on a également suggéré de créer un inventaire et un plan d'acquisition de données, incluant les données administratives, en s'appuyant sur le travail qu'a fait en 2011 le Conseil des ministres de l'Éducation.

Conclusion

L'atelier a indéniablement commencé sur une note d'optimisme et d'ouverture. « Curieux », « reconnaissants », « inspirés », « enthousiastes », « engagés » et « stimulés » sont quelques-uns des adjectifs utilisés par les participants pour décrire comment ils se sentaient au début de la journée. Sans vouloir simplifier indûment les échanges qui ont eu lieu sur des questions aussi complexes que la santé mentale, la réussite scolaire, la précarité des revenus, les traumatismes d'origine historique et la transmission intergénérationnelle de la culture, on peut néanmoins affirmer au terme de l'atelier que les mots résumant le mieux le message à retenir de cet atelier, et qui doivent guider les recherches à venir, sont « éthique », « respect », « collaboration », « synergie » et « forces ».

Éthique – Tout au long de la journée, des participants ont rappelé que les questions que les chercheurs posent sont déterminantes et influencent la valeur des recherches qui sont menées et les politiques qui en découlent. Lorsqu'on entreprend une recherche ou qu'on propose des politiques liées aux Autochtones, il faut notamment reconnaître les torts considérables qui ont été causés, par le passé, par des recherches utilisant des modèles et des données marqués par un esprit

colonialiste. On a aussi rappelé que la discrimination et le racisme dont sont victimes les Autochtones au travail et dans la vie en général est endémique, et qu'une formation de sensibilisation aux réalités culturelles pour mieux comprendre l'histoire et le mode de vie des Autochtones est un prérequis incontournable pour quiconque souhaite faire une recherche les concernant.

Respect – Les participants étaient parfaitement conscients que la participation des Autochtones aux projets de recherche qui les concernent est essentielle pour permettre aux chercheurs de contextualiser les données recueillies et de comprendre les réalités du milieu. On a ainsi reconnu qu'il fallait mieux connaître les aspirations et les objectifs de vie des Autochtones et faire en sorte que les termes utilisés et les besoins auxquels on souhaite répondre ne proviennent pas de *l'extérieur* des communautés mais de *l'intérieur* de celles-ci, puisque c'est la seule façon de s'assurer que les orientations et les questions de recherche sont appropriées et pertinentes. Dans cette perspective, on a fortement encouragé les chercheurs à appliquer la règle « Rien pour nous sans nous » et les principes PCAP adoptés par le CGPIN. Dans la foulée, on aussi convenu qu'il fallait trouver des façons de faire qui ne décourageraient pas indûment la recherche.

Collaboration – Un certain nombre de défis et plusieurs lacunes ont été mentionnés tout au long de la journée en ce qui concerne la qualité et la disponibilité des données. Pour y remédier, l'élaboration d'un inventaire des données et d'un plan d'acquisition pour que les chercheurs puissent mieux profiter de celles qui sont *déjà* disponibles, et la création de communautés de pratique pour favoriser la collaboration entre les chercheurs et avec les Autochtones ont notamment été avancés comme deux avenues complémentaires. Peut-être plus cruciale encore, on a aussi souligné l'importance de créer des synergies entre les différents fournisseurs de données (Statistique Canada, AADNC, le CGPIN et les divers ministères dont le travail touche les Autochtones), pour utiliser au mieux les ressources financières disponibles et pour limiter le fardeau qui

Atelier de travail du RCCDR sur la recherche et les politiques autochtones

pèse sur les répondants qui participent aux différentes enquêtes. De telles collaborations et synergies permettront aussi de s'assurer que les décisions qui seront prises sur le plan des priorités de recherche et de la collecte de données ne répondront pas seulement aux besoins définis par les décideurs politiques, mais aussi et surtout aux aspirations des Autochtones.

Forces – Les participants ont fait remarquer que, trop souvent, le discours sur les Autochtones est focalisé sur les problèmes qu'ils vivent et les manques à combler, et qu'il faut réorienter cette approche pour aussi prendre en considération leurs forces et leurs acquis. On a encouragé les chercheurs à porter une plus grande attention aux expérimentations et aux efforts faits par le milieu et qui donnent de bons résultats. D'une façon plus générale, on a encouragé les chercheurs à compléter l'analyse des données par des méthodes qualitatives.

Dans le même esprit de rassembler nos forces et nos capacités, il est à souhaiter que les participants auront terminé l'atelier avec un sentiment d'optimisme et d'ouverture encore plus grand qu'à leur arrivée, qu'ils seront plus sensibles à la fois à ce qui nous distingue et à ce qui nous rassemble, et qu'ils auront un désir toujours plus ferme de s'impliquer dans la recherche collaborative de solutions.

Les prochaines étapes

Dans le contexte où le RCCDR s'est fixé comme priorité stratégique de développer, avec ses partenaires et les intervenants concernés, des programmes collaboratifs de recherche en politiques publiques, les pistes à

explorer dans la foulée de cet atelier et des études qui y ont été présentées incluent :

- 1) Travailler avec Statistique Canada et AADNC autour du cycle 2017 de l'EAPA pour lancer un appel de propositions et trouver le soutien financier nécessaire.
- 2) Encourager Statistique Canada à revoir, après avoir consulté les intervenants concernés, les informations qu'il recueille sur les Autochtones, les lacunes en ce qui concerne les enfants, en particulier.
- 3) Collaborer avec le CRSH et les IRSC dans leur engagement envers la recherche touchant les Autochtones.
- 4) Explorer avec AADNC la possibilité de financer un projet collaboratif de recherche qui faciliterait la coopération de communautés autochtones et de chercheurs ; cette collaboration permettrait l'implication directe des Autochtones dans la définition des questions de recherche ainsi que dans la conception et la mise en place de politiques qui les concernent.
- 5) Explorer avec le CGIPN la possibilité de mettre sur pied des projets de recherche conjoints et la manière de faciliter l'accès à leurs données.
- 6) Collaborer avec les organismes et groupes pertinents pour traiter des questions que soulève l'utilisation d'identifiants autochtones dans les enquêtes, recensements et fichiers administratifs, étant donné l'importance majeure de ces identifiants pour le développement de politiques fondées sur des données probantes.